



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 19 – Du 26 mai au 1^{er} juin 2023

En bref

Afghanistan : Points macroéconomiques clés du rapport « Afghanistan Economic Monitor » de la Banque mondiale. Les exportations en légère hausse sur la période janvier-avril 2023.

Bangladesh : Moody's dégrade la note souveraine du Bangladesh de Ba3 à B1. La JICA a déboursé près de 261 Mds JPY (environ 1,8 Mds USD) en 2022. Les prêts non-performants (PNP) atteignent 1320 Mds Tk (11 Mds EUR) soit 8,8% des encours. Mise en place d'un pilote pour une retraite universelle dès juillet.

Bhoutan : Afin d'atteindre l'objectif de 10 Mds USD de PIB d'ici 2034, la croissance annuelle bhoutanaise devra progresser à un rythme proche de 12%.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Croissance supérieure aux prévisions en 2022-2023, à 7,2 %. Nouveau rapport de Morgan Stanley sur l'économie indienne. *Politique monétaire* : Exonération de la taxe sur les « business angels » pour les investisseurs de 21 pays. *Politique budgétaire* : Baisse du déficit budgétaire à 6,4 %.

Maldives : Signature d'un accord de non double imposition avec la Malaisie.

Népal : Le budget du gouvernement népalais pour l'année fiscale 2023/24 s'élève à 12,4 Mds EUR. La visite du Premier ministre népalais Pushpa Kamal Dahal en Inde a été marquée par la signature d'un accord pour la construction d'oléoducs. La Banque mondiale accorde un financement de 120 M USD pour améliorer l'éducation au Népal.

Pakistan : FMI – Toujours aucune visibilité sur la conclusion de la 9^{ème} revue à un mois de la fin du programme. Précisions du Premier ministre Shehbaz Sharif sur les orientations du budget 2023-24. Le gouvernement fédéral a approuvé une subvention supplémentaire de 4 Mds PKR en faveur de sociétés exportatrices basées au Pendjab. Le gouvernement fédéral a entrepris une baisse du prix de l'essence de 8 PKR par litre et du diesel de 5 PKR. Rapport conjoint du Programme Alimentaire Mondial et de la FAO sur l'insécurité alimentaire dans le monde (juin – novembre 2023) – situation jugée alarmante pour le Pakistan. Banque mondiale – approbation d'un nouveau projet dans la région du Baloutchistan. Attaque du TTP contre des installations d'exploration gazière de la société hongroise MOL.

Sri Lanka : Visite du président Ranil Wickremesinghe à Tokyo à l'occasion du forum "The 28th Future of Asia". Baisse de l'insécurité alimentaire aiguë à 17% de la population en mars 2023. Accords avec l'entreprise singapourienne One World Duty Free (ODF) pour l'ouverture d'un duty free à Colombo Port City.

Afghanistan

Points macroéconomiques clés du rapport « Afghanistan Economic Monitor » de la Banque mondiale

Selon [le rapport de la Banque mondiale « Afghanistan Economic Monitor »](#), paru le 30 mai, l'inflation effective a fortement décéléré, passant de 18,3% en juin dernier à désormais 2% en mars. Le rapport met en exergue trois facteurs à l'origine de cette baisse (i) la relative stabilisation du change (ii) la baisse des prix internationaux des denrées alimentaires et du carburant (iii) et l'amélioration de la production alimentaire au sein du pays. Néanmoins, selon les résultats d'une enquête menée auprès des ménages afghans, les difficultés pour subvenir aux dépenses quotidiennes persistent, en lien avec la réalité des salaires, le chômage et l'inflation.

En ce qui concerne le cours de l'afghani, après s'être renforcé au cours de la période février-mars, il s'est déprécié à partir de mi-avril par rapport aux principales devises. Entre le 18 avril et le 22 mai, l'AFN s'est déprécié de 2,6% par rapport au dollar, de 1,6% par rapport au yuan et de 1,3% par rapport à l'euro.

Quant au niveau d'emploi, tant qualifié que non qualifié, le rapport fait état d'une amélioration depuis avril 2023, après une baisse continue depuis le début de l'hiver. Cette amélioration peut être attribuée à la saison des récoltes et au printemps. Toutefois, les salaires nominaux et réels n'ont pas connu d'amélioration visible depuis novembre 2022, selon le rapport.

Depuis leur arrivée au pouvoir, les Talibans ont augmenté les impôts, notamment les redevances douanières. Entre mars 2022 et mars 2023, les recettes publiques ont atteint un niveau de 2,2 Mds USD soit 98% de la cible budgétaire. Concernant les deux premiers mois, la tendance à la hausse des recettes budgétaires continue avec une augmentation de 21% en glissement annuel.

Les exportations en légère hausse sur la période janvier-avril 2023

Le dernier rapport des douanes, couvrant les données des quatre premiers mois de l'année 2023, fait état d'une hausse de 4% (en g.a.) des recettes d'exportation, d'un montant de l'ordre de 600 M USD. La Banque mondiale affirme que cette augmentation est imputable à la hausse de 13% (en g.a.) des exportations de charbon et de 14% (en g.a.) des exportations textiles. Pour rappel, les principaux partenaires commerciaux de l'Afghanistan sont le Pakistan, l'Inde, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, les Émirats arabes unis, la Chine, l'Iran et la Turquie.

Bangladesh

Moody's dégrade la note souveraine du Bangladesh de Ba3 à B1

L'agence de notation américaine vient de dégrader la note souveraine du Bangladesh d'un cran de Ba3 à B1, une première depuis que Moody's a commencé à noter le Bangladesh en 2010. Cette note est assortie d'une perspective stable.

Moody's pointe notamment du doigt la détérioration des réserves de change, les risques de liquidité et plus globalement, la vulnérabilité externe du pays. Cette vulnérabilité se traduit par des contraintes sur l'ouverture de lettres de crédit pour les importations, causant des pénuries d'électricité qui affectent le secteur productif.

Dans la foulée, Moody's a dégradé d'un cran la note de six banques locales (BRAC, City, Dutch-Bangla, Eastern, NCC et Premier). Moody's avait déjà, il y a quelques semaines, dégradé la note du secteur bancaire bangladais.

La JICA a déboursé près de 261 Mds JPY (environ 1,8 Mds USD) en 2022

Sur l'année fiscale japonaise avril 2022 – mars 2023, la JICA a déboursé près de 261 Mds JPY (environ 1,8 Md USD), un record juste après 2021-22 avec 264 Mds JPY. Le bailleur japonais a graduellement intensifié son action au

Bangladesh avec des versements compris entre 34 et 61 Mds JPY sur la période 2012-2016 puis entre 146 et 180 Mds JPY sur la période 2017-2020. Les promesses suivent également la même tendance, et atteignent 331 Mds JPY (2,3 Mds USD) en 2022-23.

Les engagements ont principalement concerné les projets de ligne de métro MRT-5 North (133 Mds JPY), de port en eau profonde à Matarbari (105 Mds JPY), de développement urbain et industriel du sud de Chittagong (32 Mds JPY) et de l'amélioration de l'autoroute entre Chittagong et Cox's Bazar. Ces trois derniers projets s'intègrent dans l'initiative japonaise *Bay of Bengal Industrial Growth Belt initiative*, initiée en 2014 et également connue sous le nom de BIG-B Initiative.

Le Japon souhaite s'appuyer sur la situation géographique centrale du Bangladesh dans l'Indo-Pacifique, et décline cette stratégie sur trois piliers : commerce (Matarbari port, développement industriel), énergie (Matarbari Coal Power plant, construite avec financement JICA à 2,9 Mds€) et transports sur l'axe Cox's Bazar-Chittagong-Dhaka.

Les prêts non-performants (PNP) atteignent 1320 Mds Tk (11 Mds EUR) soit 8,8% des encours

Le trimestre janvier-mars 2023 a connu une hausse des PNP de 110 Mds Tk (environ 1 Md EUR) portant le taux de PNP de 8,3% à 8,8%. Un prêt est considéré comme non performant si une tranche de remboursement accuse un retard de plus de trois mois. La situation est hétérogène en fonction des banques, entre 19,9% de créances douteuses pour les banques publiques et 4,9% pour les banques étrangères. Les données n'incluent pas les prêts rééchelonnés, dont les statistiques ne sont pas publiées dans le rapport annuel de la banque centrale.

La hausse s'explique en partie par la fin des différents dispositifs mis en place entre 2020 et 2022 pour alléger le poids des remboursements lors de la crise covid d'une part et de la guerre en Ukraine d'autre part.

Dans son récent rapport « *Expanding Opportunities: Toward Inclusive Growth* », la Banque mondiale a placé le Bangladesh à la

deuxième place en Asie du sud pour la situation des PNP à 9,4% des encours, derrière Sri Lanka (10,9%).

Les banques connaissent par ailleurs une faible croissance des dépôts qui, combinée à la hausse des PNP, a amené huit banques (quatre publiques et quatre privées) à être sous-provisionnées contre le risque de défaut. Ce manque s'élève à 201 Mds Tk.

La situation des PNP est l'un des piliers du programme FMI. Celui-ci demande de publier d'ici juin 2023 les données des prêts rééchelonnés et de réduire le taux des PNP dans les banques publiques à moins de 10% et celui des banques privées à 5% d'ici 2026.

Mise en place d'un pilote pour une retraite universelle dès juillet

Le Bangladesh va lancer en juillet un programme pilote pour un système de retraite universelle, en distinguant les expatriés, les employés du secteur privé, les personnes travaillant dans le secteur informel et les personnes bénéficiant d'aides sociales. Cela fait suite au vote en janvier du *Universal Pension Management Bill-2022*.

Tout citoyen bangladais entre 18 et 50 ans aura la possibilité d'adhérer au système de retraite et ne pourra toucher sa retraite que s'il a cotisé pendant au moins dix ans de suite. Il pourra ensuite profiter d'une retraite mensuelle à partir de 60 ans. Une *National Pension Authority* est mise sur pied pour se charger de la gestion du fonds. Les détails sur les modalités de calcul des cotisations et des retraites ne sont pas encore connus.

Actuellement, la classe du 3^{ème} âge (65 ans et plus) est aujourd'hui estimée à 5,2 % de la population, soit 8,6 M, dont à peine la moitié bénéficie d'une pension (*Old-Age Allowance*), 10% bénéficient d'un système de retraite du privé et 7,3% touchent une retraite de fonctionnaire (630.000). Ainsi, plus de 30% ne reçoivent aucune pension. Introduite en 1998, la pension dite *old-age allowance* est un minimum vieillesse dont les Bangladais peuvent bénéficier sous condition d'âge (à partir de 65 ans pour les hommes et 62 ans pour les femmes) et de revenus (moins de 3000 Tk par an). Elle s'élève à

500 Tk (5€) par mois payés tous les trois mois par le Department of Social Services, Ministry of Social Welfare. Les fonctionnaires bénéficient d'un système public de retraite (environ 5% du budget total) et les salariés cotisent pour la plupart à un système de fonds de pension.

Bhoutan

Afin d'atteindre l'objectif de 10 Mds USD de PIB d'ici à 2034, la croissance annuelle bhoutanaise devra progresser à un rythme proche de 12%

Formulé au sein de la nouvelle feuille de route 2024-2034, le gouvernement bhoutanais ambitionne de doubler son produit intérieur brut, de 2,5 Mds USD à 5 Mds USD d'ici à 2029 et à 10 Mds USD à horizon 2034. Le vice-président de la Banque Asiatique de Développement, Shixin Chen, récemment en mission au Bhoutan, a souligné qu'une croissance proche de 12% serait nécessaire pour la réalisation de ces objectifs.

Au sein de cette feuille de route, le Bhoutan adopte une approche basée sur dix indicateurs clés de performance (IPC) nationaux afin de réaliser la vision « Bhoutan développé », émis par le gouvernement, et les objectifs économiques énoncés *supra*.

Un des IPC est la création de mille emplois qualifiés dans le domaine de l'économie numérique, figurant par ailleurs comme un secteur-clé pour le gouvernement qui souhaiterait augmenter sa pondération dans le PIB à hauteur de 10 % d'ici 2029, notamment via l'exploration de nouvelles possibilités d'investissement dans le secteur des technologies financières ainsi qu'en augmentant la présence des entreprises bhoutanaises IT sur la scène mondiale. De manière générale, la participation du secteur privé devra également augmenter significativement, avec des investissements devant passer de 40 à 60% lors des dix années à venir. S'agissant de l'industrie manufacturière, elle doit plus que doubler en proportion du PIB, de 6 % à 15 %, bien que celle-ci ait stagné autour de 7% lors des treize dernières années.

En outre, les politiques visant à réduire le déficit commercial, via le soutien aux exportations à l'instar des restrictions aux importations, viendront stimuler la croissance nécessaire à la multiplication du PIB à horizon 2029.

Par ailleurs, lors de sa mission au Bhoutan, le vice-président de la Banque Asiatique de Développement a souligné l'importance de continuer les investissements au sein de secteurs générateurs de revenus, comme l'hydroélectrique qui constitue déjà une source de revenus substantielle pour le pays. Selon lui, une des priorités majeures demeure le développement du capital humain.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Croissance supérieure aux prévisions en 2022-2023, à 7,2 %

L'activité économique de l'Inde a progressé de 7,2 % au cours de l'année budgétaire qui s'est achevée en mars, dépassant ainsi les prévisions de croissance de la Banque centrale indienne établies à 7,0 % pour l'exercice 2022-2023 et les estimations du ministère des Finances. Cet écart s'explique notamment par une activité plus importante qu'attendue lors des trois premiers mois de l'année 2023 (Q4 2022-2023), avec un taux de croissance de 6,1 % en glissement annuel contre 5,1 % attendu.

En effet, la baisse du prix du pétrole brut, le dynamisme du secteur des services (+6,9% en glissement annuel) notamment dans la finance et les assurances ainsi que la bonne santé du secteur agricole (+5,5% en glissement annuel), la reprise du secteur manufacturier après plusieurs trimestres de contraction (+4,5%) ont permis une croissance élevée lors du dernier trimestre de l'année budgétaire 2022-2023.

Pour autant, il convient de noter que des effets de base favorables jouent au cours de ce dernier trimestre de l'exercice, compte tenu du confinement partiel lié à une vague de Covid en

janvier 2022. En outre, la consommation des ménages augmente faiblement de 2,8% au cours de la période sous revue, pénalisée par la probable incidence de la hausse des taux d'intérêt et surtout les anticipations des agents. La FBCF est bien orientée, augmentant de 8,9% à la faveur du plan de relance gouvernemental par les infrastructures. Enfin, la contribution des exportations nettes est positive à hauteur de 1,4 point de PIB, les importations augmentant nettement moins vite que les exportations.

Par ailleurs, le contexte inflationniste étant plus favorable - l'inflation passant à 5,7 % au mois de mars, puis à 4,7 % en avril, la RBI devrait maintenir le statu quo sur ses taux directeurs.

Le directeur de la Banque mondiale pour l'Inde, M. Auguste Tano Kouame, avait déclaré en avril que l'économie indienne « continuait de faire preuve d'une forte résistance aux chocs extérieurs ».

La croissance indienne devrait toutefois continuer de ralentir, et ce à cause du resserrement des conditions financières mondiales, des conséquences de la guerre en Ukraine et plus largement des tensions géopolitiques mondiales. Dans son rapport annuel publié mardi, la RBI a prévu une croissance de 6,5 % pour l'année budgétaire en cours tandis que le FMI anticipe une croissance de 5,9 %.

Nouveau rapport de Morgan Stanley sur l'économie indienne

Selon un rapport de Morgan Stanley, les réformes de l'offre (« *supply-side reforms* ») en Inde en cours et à venir devraient permettre d'amorcer un nouveau cycle d'investissements et plus largement, de développement pour l'industrie manufacturière. Selon le rapport, ces réformes, si elles sont conduites, permettraient d'augmenter de cinq points la part de l'industrie manufacturière dans le PIB d'ici 2031. En outre, la part de l'Inde dans les exportations mondiales pourrait atteindre 4,5 % sur cette même période.

"Sous l'effet des réformes de l'offre mises en œuvre par le gouvernement, nous prévoyons une hausse importante des investissements, une modération du déficit de la balance courante et

une augmentation du crédit pour soutenir la croissance des bénéfices à venir", indique le rapport.

Le rapport souligne par ailleurs les réformes entreprises par le gouvernement en matière de réduction de l'impôt sur les sociétés, de développement des infrastructures, de formalisation de l'économie et d'amélioration des prestations sociales.

Les analystes de Morgan Stanley ont déclaré que ces réformes devraient également conduire à ce que le revenu par habitant de l'Inde fasse plus que doubler pour dépasser 5 200 dollars d'ici 2031-32, ce qui entraînera un changement dans les paniers de consommation, avec une augmentation des dépenses discrétionnaires.

Enfin, le rapport prévoit que 46 % des ménages gagneront entre 10 000 et 35 000 dollars d'ici 2031, soit près du double de la proportion observée en 2021.

Politique monétaire

Exonération de la taxe sur les « business angels » pour les investisseurs de 21 pays

Selon le *Central Board of Direct Taxes* (CBDT), les fonds souverains, les fonds de pension et les investisseurs de portefeuille enregistrés auprès du SEBI (régulateur des marchés financiers) de 21 juridictions seront exemptés des dispositions de la taxe sur les investisseurs providentiels (« business angels »). Les pays concernés sont l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Russie, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Les investissements en capital-investissement et en capital-risque dans des sociétés à participation restreinte transitant par des juridictions non mentionnées devront faire l'objet d'un examen approfondi au titre des dispositions relatives à la taxe sur les « business angels » en vue de leur évaluation.

Cette taxe s'assimile à un impôt sur le revenu issu des capitaux levés par des sociétés sous forme d'actions. Selon cette disposition, la différence

entre la juste valeur marchande (*fair market value*) et la valeur nominale des actions émises par une société est taxée. Introduite en 2012, afin de lutter contre le blanchiment d'argent, cette taxe est désormais appelée « business angels tax » car elle impacte principalement les investissements dans les start-ups.

Selon les experts fiscaux, cette mesure limitera le bénéfice de l'exonération à un groupe restreint d'investisseurs, étant donné que le pays reçoit la plupart de ses investissements étrangers de juridictions non mentionnées sur la liste.

L'exclusion de juridictions favorables aux investisseurs telles que l'île Maurice, Singapour, les îles Caïmans et les Pays-Bas de la liste des pays ne bénéficiant pas des dispositions relatives à la taxe sur les investisseurs providentiels a irrité les sociétés de capital-risque, qui envisagent de s'adresser au département de l'impôt sur le revenu pour demander des mesures de protection contre cette taxe.

Politique budgétaire

Baisse du déficit budgétaire à 6,4 %

L'année budgétaire 2022-2023 clôturée le 31 mars 2023 a enregistré un déficit budgétaire en baisse, à 6,4 %, contre 6,7 % l'année précédente. La ministre des finances Nirmala Sitharaman a annoncé viser un niveau de déficit budgétaire inférieur à 4,5 % du PIB d'ici 2025-26. Pour y parvenir, l'Inde s'est fixé un objectif intermédiaire de réduction de son déficit - à 5,9 % en 2023-24.

La baisse enregistrée en 2022-2023 s'explique par le rebond de la croissance nominale du PIB, d'importantes recettes fiscales et une certaine marge de manœuvre budgétaire due à la baisse des dépenses liées aux subventions.

En effet, le recouvrement de l'impôt direct s'est élevé à 195 Mds USD au cours de l'exercice budgétaire écoulé et a dépassé l'objectif de 182 Mds USD. D'autre part, la collecte de la taxe sur les produits et les services (GST) au cours de cette même année budgétaire a augmenté de 22 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 220 Mds USD et la collecte mensuelle

moyenne pour l'ensemble de l'année s'est établie à 18 Mds USD.

Par ailleurs, le gouvernement a aussi profité d'une marge de manœuvre budgétaire améliorée grâce à la réduction de la facture des subventions associées aux produits alimentaires et aux engrais après la fusion du Pradhan Mantri Garib Kalyan Anna Yojana (programme de sécurité alimentaire annoncé par le gouvernement indien en mars 2020) et de la loi sur la sécurité alimentaire (National Food Securities Act).

Toutefois, certains s'attendent à un ralentissement de la croissance des recettes fiscales sur l'année en cours, liée à une croissance nominale plus faible du PIB.

Maldives

Signature d'un accord de non double imposition avec la Malaisie

Signé le 24 mai à Kuala Lumpur par le ministre des Finances maldivien, l'accord permettra pour certains acteurs la réduction de l'imposition de différentes sources de revenus dont les dividendes, les intérêts perçus ainsi que les redevances et honoraires pour services techniques. Si la Malaisie compte déjà des accords bilatéraux similaires avec 73 pays, il ne s'agit côté maldivien que du 3^{ème} accord de non double imposition bilatéral signé, après un premier avec les Emirats Arabes Unis en 2017 et un deuxième avec le Bangladesh en 2021 (auxquels s'ajoute un accord signé avec l'Inde en 2016 se limitant aux revenus résultant des activités de transport aérien international). L'objectif affiché de la signature de cet accord est notamment la promotion du commerce bilatéral et de l'investissement, alors que les échanges commerciaux entre ces deux pays s'élevaient en 2022 à 227 M USD, ayant doublé par rapport à 2021. Les importations maldiviennes en provenance de Malaisie s'élevaient en 2022 à 219 M USD (6% du total), contre 135 M USD en 2021.

Népal

Le budget du gouvernement népalais pour l'année fiscale 2023/24 s'élève à 12,4 Mds EUR

Le ministre des Finances, M. Prakash Sharan Mahat, a présenté le plan budgétaire pour l'exercice 2023/24 lundi, lors d'une réunion conjointe de la Chambre des représentants et de l'Assemblée nationale.

Le budget pour le prochain exercice s'élèvera à 12,4 Mds EUR. Sur ce total, 65,2 % seront alloués aux dépenses courantes, 17,25 % aux dépenses en capital et 17,55 % à la gestion financière. Le ministre a déclaré que le gouvernement entendait générer 7 Mds EUR en recettes. Les impôts, les emprunts étrangers et les emprunts nationaux contribueront respectivement à hauteur de 1,7 Md EUR, 1,5 Md EUR et 1,7 Md EUR.

Sur ce montant, environ 70 M EUR seront consacrés au développement d'une économie résiliente, à l'innovation et aux start-ups. Parallèlement, les initiatives *Make in Nepal* et *Made in Nepal* ont été lancées pour promouvoir la production locale et attirer les investisseurs étrangers. En ce qui concerne l'agriculture, plus de 200 M EUR seront investis dans l'achat d'engrais chimiques. Environ 110 M EUR seront alloués à la protection des forêts et de l'environnement, 200 M EUR à l'accès à l'eau et 600 M EUR pour le ministère de la santé et de la population. La sécurité sociale représentera près de 10 % du budget total de l'État (1,1 Md EUR).

Une majeure partie du budget reste destinée aux infrastructures. Le ministère des infrastructures et des transports bénéficiera d'un financement à hauteur de 1 Md EUR, dont plus de la moitié sera consacrée au développement de routes, d'autoroutes et de tunnels. Le ministère de l'énergie, des ressources en eau et de l'irrigation recevra 570 M EUR, dont 300 M EUR seront alloués au développement des réseaux de distribution d'électricité. Il convient également de souligner que le budget du ministère pour le développement urbain a été doublé pour atteindre 500 M EUR.

La visite du Premier ministre népalais Pushpa Kamal Dahal en Inde a été marquée par la signature d'un accord pour la construction d'oléoducs

Le Premier ministre Pushpa Kamal Dahal a effectué une visite officielle en Inde. Pour son troisième mandat en tant que Premier ministre du Népal, M. Dahal a annoncé son intention de faire de ce déplacement une visite "historique". Le Premier ministre népalais a notamment pu rencontrer son homologue indien, Narendra Modi, à Delhi le 1^{er} juin.

A la suite de cette rencontre, les deux parties ont annoncé la signature d'un accord de gouvernement à gouvernement en vue de la construction de deux oléoducs.

Alors que les négociations semblaient s'éterniser entre la *Nepal Oil Corporation* et l'*Indian Oil Corporation*, le gouvernement népalais a placé la construction d'un oléoduc en tête de ses priorités afin de réduire les dépenses considérables du pays en matière d'approvisionnement en produits pétroliers.

Deux oléoducs doivent être construits. Le premier, d'une longueur de 62 km, rejoindra Amalekhgunj (Népal) depuis Lothar (Inde). Le second reliera les cinquante kilomètres entre Jhapa (Népal) et Siliguri (Inde). Parallèlement, deux installations de stockage sont également prévues du côté népalais. Le coût total du projet est estimé à 120 millions d'euros.

D'autres accords ont été signés dans le domaine de l'énergie. L'Inde a déclaré qu'elle achèterait 10 000 MW d'hydroélectricité au Népal au cours des dix prochaines années. Le Premier ministre Dahal a également souligné de manière positive la volonté du gouvernement indien de faciliter le transport d'électricité vers le Bangladesh via l'Inde.

La Banque mondiale accorde un financement de 120 M USD pour améliorer l'éducation au Népal

Le gouvernement et la Banque mondiale ont signé mercredi un accord de financement pour un prêt concessionnel de 120 M USD de l'Association internationale de développement et un accord de subvention de 19,7 M USD pour

la mise en œuvre du Programme de transformation du secteur scolaire (SSTP).

Selon un communiqué de presse publié par la Banque mondiale, le SSTP contribuera à accroître l'accès équitable à l'éducation et à améliorer la qualité de l'enseignement, dans un contexte tendu liée à la crise sanitaire qui a entraîné la fermeture de nombreuses écoles.

Pakistan

FMI – Toujours aucune visibilité sur la conclusion de la 9^{ème} revue à un mois de la fin du programme

Alors que le programme Pakistan du FMI dans le cadre de la facilité élargie de crédit (EFF) expirera le 3 juillet prochain, les déclarations se multiplient du côté du gouvernement pakistanais et du Fonds monétaire international, sans pour autant donner de la visibilité sur une conclusion, positive ou non, des discussions en cours autour de la 9^{ème} revue et sur le décaissement de la tranche d'1,1 Md USD correspondante.

Dans un communiqué, le chef de mission Pakistan du FMI, Nathan Porter, a rappelé trois conditions préalables à un passage au Conseil d'administration avant l'expiration du programme fin juin, à savoir (i) un retour à un fonctionnement normal du marché des changes, (ii) l'adoption d'un budget pour l'exercice budgétaire 2023-24 conforme aux objectifs du programme et (iii) la mobilisation de financements complémentaires. Plus généralement, le chef de mission a rappelé que surmonter les défis économiques et financiers actuels nécessiterait des efforts politiques soutenus et des réformes pour que le Pakistan retrouve une croissance forte et inclusive tirée par le secteur privé.

On notera également le commentaire du Fonds sur la situation politique pakistanaise, « nous prenons note des développements politiques récents et, bien que nous ne commentons pas la politique intérieure, nous espérons qu'une voie pacifique sera trouvée, conformément à la Constitution et à l'État de droit », qui a immédiatement fait réagir le gouvernement pakistanais par l'intermédiaire de la secrétaire

d'Etat aux Finances Aisha Ghaus Pasha qui a déclaré que « Nathan Porter n'aurait pas dû s'immiscer dans les affaires politiques intérieures du Pakistan ».

Précisions du Premier ministre Shehbaz Sharif sur les orientations du budget 2023-24

Le Premier ministre a annoncé que le prochain budget pour l'exercice 2023-24 serait présenté le 9 juin prochain et accorderait la priorité au soutien financier apporté aux classes moyennes. Un comité de neuf membres a été constitué pour proposer des mesures pour les catégories sociales les plus pauvres dans le prochain budget, qui devrait également comprendre des dispositions favorables à l'industrie, avec des mesures visant à renforcer la croissance industrielle ainsi que les exportations. Le projet de budget doit être partagé, à la demande du Premier ministre, avec les services du Fonds monétaire international.

Le budget pour l'exercice 2023-24 devrait contenir les dispositions suivantes :

- une augmentation de 30% des salaires des fonctionnaires fédéraux, compte tenu de la forte inflation (34-36% d'après le *Economic update Outlook May 2023* du ministère des Finances). Les retraites des fonctionnaires devraient également être revalorisées (+15%).
- sur le plan des recettes fiscales, les taxes introduites dans le dernier mini-budget devraient être reconduites (notamment l'augmentation de 15 à 18% de la taxe sur les ventes – GST)

Le gouvernement fédéral a approuvé une subvention supplémentaire de 4 Mds PKR en faveur de sociétés exportatrices basées au Pendjab

Le gouvernement fédéral a donné son accord pour que le gouvernement du Pendjab verse une nouvelle subvention énergétique transitoire d'un montant de 4 Mds à l'opérateur public SUI-Northern Gas Pipeline Ltd (SNGPL), couvrant les mois de mai et juin. Cette subvention permettra aux industriels exportateurs du Pendjab (textile et industrie du cuir) de payer leur gaz moins cher, par rapport aux autres industriels ou aux particuliers.

En février dernier, suivant les recommandations des services du FMI, le gouvernement avait annoncé qu'il allait renoncer à partir du 1^{er} mai 2023 à la prise en charge au niveau fédéral de la subvention sur le gaz pour les opérateurs à l'export.

Le gouvernement fédéral a entrepris une baisse du prix de l'essence de 8 PKR par litre et du diesel de 5 PKR

Le ministre des Finances a annoncé dans une allocution télévisée qu'il avait imposé une révision du prix de l'essence à la pompe à 262 PKR (soit une réduction de 3 cents USD le litre), et du prix du diesel à 253 PKR (soit une réduction de 2 cents USD le litre). Les nouveaux prix sont entrés en vigueur dans la matinée du 1^{er} juin.

Rapport conjoint du Programme Alimentaire Mondial et de la FAO sur l'insécurité alimentaire dans le monde (juin – novembre 2023) – situation jugée alarmante pour le Pakistan

D'après le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM) publié fin mai, l'insécurité alimentaire risque de s'aggraver durant les prochains mois dans 22 pays, dont la plupart sont affectés par des conflits. La situation au Pakistan est jugée hautement préoccupante. La situation risque de se détériorer encore plus dans les prochains mois, compte tenu de la crise politique et économique. Selon les données collectées par les Nations unies dans trois des quatre provinces du Pakistan entre septembre et décembre 2022, près de six millions de Pakistanais souffrent d'insécurité alimentaire sévère et 2,6 millions sont considérés comme en situation d'urgence. L'ONU estime que la situation risque de s'aggraver d'ici fin 2023 à cause des troubles que traverse le pays, qui affectent le pouvoir d'achat de nombreuses familles et qui réduisent leur budget alimentaire.

Banque mondiale – approbation d'un nouveau projet dans la région du Baloutchistan

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un projet intégré de

résilience et d'adaptation climatique de 213 M USD pour le compte de la province du Baloutchistan, dans le cadre de la reconstruction post-inondation. L'objectif de développement du projet consiste à améliorer les moyens de subsistance et les services essentiels et à améliorer la protection contre les inondations dans des communautés vivant dans les régions sélectionnées qui avaient été touchées par les inondations de 2022. Le projet appuiera : (i) la remise en état des infrastructures endommagées ; (ii) le renforcement des infrastructures hydriques ; (iii) la restauration et la reconstruction de logements résilients ; (iv) le soutien à la gestion des bassins versants ; et (v) la gestion de projets, l'assistance technique et le renforcement institutionnel. Pour rappel, les besoins de financement du Baloutchistan au titre de la reconstruction post-inondation sont estimés à 2,3 Mds USD. La Banque mondiale estime que 2,7 millions de personnes (sur les 15 millions d'habitants de la province, dans les faits, beaucoup plus au vu du dernier recensement) devraient bénéficier de ce projet.

Attaque du TTP contre des installations d'exploration gazière de la société hongroise MOL

Les installations d'exploration production de la société hongroise MOL située dans la province du Khyber-Pakhtunkhwa (Nord-Ouest du Pakistan, le long de la frontière avec l'Afghanistan) ont fait l'objet d'une attaque à main armée. Cette attaque, revendiquée par le Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP), a fait six morts (quatre officiers de police et deux gardes de sécurité privée).

Sri Lanka

Visite du président Ranil Wickremesinghe à Tokyo à l'occasion du forum "The 28th Future of Asia"

Au cours de sa visite au Japon du 24 au 27 mai dans le cadre du forum organisé par Nikkei Inc, le président s'est entretenu avec le Premier ministre Fumio Kishida ainsi qu'avec plusieurs

ministres japonais. Les discussions lors de ces différentes entrevues ont notamment porté sur la restructuration de la dette extérieure bilatérale détenue à 23% par le Japon, 2^{ème} créancier bilatéral du pays et co-président du comité de créanciers pour la restructuration de la dette sri lankaise créé par le Club de Paris et l'Inde en avril 2023. Le président y a notamment confirmé qu'il espérait finaliser ces négociations entre septembre et novembre 2023. Ces rencontres ont également été l'occasion pour le président d'évoquer le futur de la coopération entre les deux pays. Il y a fait part de ses regrets concernant la décision du précédent gouvernement d'interrompre en 2020 la mise en œuvre du projet de métro aérien Colombo Light Rail Transit (LRT) estimé à 2,2 Mds USD et financé en partie par l'agence de développement japonaise (JICA). La reprise de ce projet pourra être étudiée une fois conclu l'accord de restructuration de la dette. Le président a également exprimé sa volonté que l'arrêt de tels projets ne puisse plus à l'avenir être le fruit d'une décision unilatérale comme cela avait été le cas en 2020. Il a enfin participé au "*Sri Lanka's Economic Revival & Opportunities for Japanese Enterprises*" pendant lequel il a présenté différentes mesures de libéralisation de l'économie en cours et appelé les entreprises japonaises à venir investir à Sri Lanka.

Baisse de l'insécurité alimentaire aiguë à 17% de la population en mars 2023

La Food and Agriculture Organization (FAO) et le World Food Program (PAM) de l'ONU ont mené conjointement en mars une nouvelle Crop and Food Security Assessment Mission (CFSAM), reposant sur un échantillon de plus de 15 000 ménages représentatifs de la population des 25 districts du pays. L'étude estime à 3,9 M le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë, soit 17% de la population du pays, contre 28% en mai 2022. Ce chiffre monte à 42% parmi la population travaillant dans les plantations de thé et à 28% dans la province du nord. Il varie également en fonction du sexe et du niveau d'éducation du chef de famille, avec 23% quand il s'agit d'une femme contre 16%

lorsqu'il s'agit d'un homme et 34% lorsqu'il n'a suivi aucun cursus scolaire contre 12% lorsqu'il a terminé *a minima* des études secondaires. L'étude se penche également sur les stratégies d'adaptation des ménages face aux difficultés à se procurer des produits alimentaires. Elle montre notamment que des stratégies d'adaptation reposant sur le changement des habitudes alimentaires (réduction du nombre de repas ou de la taille des portions) sont adoptées par 56% des ménages, en légère baisse par rapport à 61% un an auparavant. Les stratégies d'adaptation reposant sur les moyens de subsistance sont quant à elles en augmentation, touchant désormais 62% des ménages contrairement à 48% un an auparavant, notamment à travers le recours à l'emprunt d'argent, à la vente de biens ou à la réduction des dépenses de santé et d'éducation.

Accords avec l'entreprise singapourienne One World Duty Free (ODF) pour l'ouverture d'un duty free à Colombo Port City

Les représentants d'ODF et la Colombo Port City Economic Commission ont signé deux accords les 22 et 23 mai 2023, dont un accord de location, pour le développement et la gestion d'un magasin *duty free* de 1250 m² à Colombo Port City. Les travaux devraient commencer mi-2023 et l'ouverture est prévue avant la fin de l'année. ODF Port City Colombo sera située au sein d'un complexe de 7000 m², le Port City Duty Free Mall, qui devrait à l'avenir être entouré d'hôtels internationaux et casinos, afin d'attirer des touristes, expatriés et consommateurs locaux. Ce complexe de 7 MUSD doit ouvrir d'ici août, et aurait déjà suscité l'intérêt d'un autre acteur dans le domaine du *duty free* ainsi que d'un distributeur de produits alimentaires et de boissons. Le magasin en *duty free* sera le deuxième ouvert par ODF, après une première ouverture à Singapour qui doit aussi intervenir cette année.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international